Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 12 novembre 2015

n° 19008

Le bilan tragique de l'incendie de Colectiv s'alourdit.
Le Premier ministre désigné à la recherche du soutien pour son futur Gouvernement.

Incendie dans le club Colectiv. Le bilan de l'incendie qui a ravagé le 30 octobre dernier la discothèque Colectiv de Bucarest compte désormais 53 décès, annoncent les médias (*Agerpres*). Le bassiste du groupe *Goodbye to Gravity*, qui donnait un concert dans le club le soir de l'incendie, est décédé alors qu'il était transféré pour être soigné en France (*Gândul.info*). 72 patients sont toujours hospitalisés à Bucarest, dont moins de 20 en état critique et grave, alors que 29 sont hospitalisés à l'étranger (*Radio România Actualitati*).

Raed Arafat, secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur, chargé des situations d'urgence, a évoqué hier le programme soutenu par la Banque mondiale de création en Roumanie de plusieurs centres de traitements des grandes brûlures (*Agerpres*). Il a également dénoncé les critiques véhiculées dans les médias à l'égard de la manière dont les services médicaux roumains ont soigné les blessés. « Il n'y a pas eu d'erreur en ce qui concerne la gestion du désastre au niveau des hôpitaux. Par contre, ce sont ceux qui accusent qui sont dans l'erreur » (*Agerpres*).

Négociations sur la formation du nouveau Gouvernement. Dacian Cioloș, Premier ministre désigné, a discuté hier avec les dirigeants des partis politiques représentés au Parlement afin de trouver un soutien parlementaire à l'équipe de ministres qu'il présentera la semaine prochaine. Les représentants du parti national libéral (PNL) ont assuré le Premier ministre désigné de leur soutien. La direction de l'Union nationale pour le progrès de la Roumanie a annoncé que l'UNPR soutiendrait Dacian Ciolos et son gouvernement sur les projets importants pour la Roumanie. Les représentants du parti Alliance des libéraux et des démocrates (ALDE) réfléchissent encore sur la décision à prendre, alors que l'Union démocrate des Magyars de Roumanie (UDMR) se décidera après avoir consulté la liste des futurs ministres. Les représentants des minorités nationales sont prêts à soutenir le gouvernement de Dacian Ciolos. Liviu Dragnea, président du parti social-démocrate (PSD), a déclaré avoir eu une discussion sérieuse avec le Premier ministre désigné auquel il a présenté « une liste d'objectifs pour l'année prochaine », précisant que le PSD prendra une décision en fonction des ministres qui seront proposés (*Radio Romania Actualitati*).

Les médias véhiculent également des listes de ministres potentiels, citant notamment des sources proches du Premier ministre désigné. Selon *Mediafax*, trois ministres du Gouvernement de Victor Ponta pourraient figurer dans l'équipe de Dacian Cioloș : Marius Nica (Fonds européens), Bogdan Aurescu (Affaires étrangères) et Sorin Cîmpeanu (Education). Par les autres noms de potentiels ministres cités par les médias on compte notamment Laura Ștefan (Justice) et Dan Dungaciu (Intérieur).

Adevărul remarque notamment que le soutien inconditionné annoncé par l'UNPR pour le gouvernement Cioloș pourrait conduire au passage de parti social-démocrate dans l'opposition. Gabriel Oprea, président de l'UNPR et ancien ministre de l'Intérieur, qui a démissionné suite à la pression de la rue, continuera ainsi d'exercer un contrôle important sur la nouvelle majorité parlementaire. Selon la presse, le Parti national libéral mène actuellement des négociations avec les dirigeants de plusieurs partis représentés au Parlement afin de trouver une majorité qui exclurait le parti social-démocrate.

Création d'une « Agence de recouvrement des biens indisponibilisés ». La Chambre des députés a adopté hier avec 221 voix pour, 9 abstentions et une voix contre la loi sur la création, l'organisation et le fonctionnement de « Agence de recouvrement des biens indisponibilisés ». *România Libera* estime que la nouvelle structure, conçue pour être un outil pour rendre plus efficace la lutte anticorruption, pourrait n'avoir qu'un rôle décoratif. Placée sous la tutelle du ministère de la Justice, l'agence sera dirigée par un directeur général et un adjoint, tous les deux nommés par le ministre de la Justice. Les deux postes feront objet de mandats de quatre ans. Les députés ont également allégé les dispositions initiales qui prévoyaient l'interdiction d'accès à la direction de l'agence des personnes qui avaient été membres d'un parti politique dans les cinq dernières années. Dans la forme adoptée, l'interdiction ne concerne plus que le moment de la nomination.

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- Commémoration en Roumanie de l'Armistice du 11 novembre (*Agerpres*, *Adevarul*).

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie